



Conférence de presse UNSA – UNSA Ferroviaire

Mercredi 11 avril 2018

Introduction du Secrétaire général de l'UNSA, Luc Bérille

Nous avons voulu tenir cette conférence de presse à la veille de l'intervention annoncée du Président de la République sur TF1. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour penser qu'il sera confronté à une question opportune qui l'amènera à consacrer une partie de ses propos à la question de la réforme ferroviaire. Eh bien, ça tombe très bien parce que nous aussi, c'est de la réforme ferroviaire que nous voulons vous parler et, contrairement au gouvernement, c'est vraiment de la réforme ferroviaire que nous allons vous parler.

Si je dis vraiment de la réforme ferroviaire, c'est parce que, contrairement à la façon dont le gouvernement traite ce dossier, pour ce qui nous concerne à l'UNSA, c'est le devenir du transport ferré en France, et seulement lui, qui nous intéresse. Or à l'évidence, rien n'est moins certain concernant le gouvernement. La question est posée de savoir s'il n'a pas décidé d'en faire un enjeu politique central pour son ambition pour ce quinquennat et éventuellement pour le suivant. Les ambitions sont légitimes en politique mais en faire otage la réforme du ferroviaire et, à travers elle, les agents SNCF, les salariés du secteur et les usagers, c'est une autre question.

Je lance donc une mise en garde : quand l'affirmation d'une ambition prend le pas sur le traitement de fond des dossiers, cela devient de l'orgueil. L'orgueil politique, ce n'est pas le rayon des syndicalistes que nous sommes, mais je voudrais dire ici devant vous qu'il devient urgent d'y trouver un autre terrain d'expression qu'un dossier qui concerne tout le pays, ses salariés, son économie, et constitue un des éléments clés de la lutte contre le réchauffement climatique.

Notre problème à nous n'est pas la gestion de ce quinquennat, pas plus que celui à venir. Notre problème à nous, dès lors que l'Europe a fixé que le marché ferroviaire allait s'ouvrir à la concurrence, c'est de savoir comment va devoir fonctionner ce marché, pour fournir quels services et à quelles conditions sociales, avec quels effets sur les agents et salariés de ce secteur, bref avec quelle régulation économique et sociale.

En ce sens, ce dossier concerne évidemment les cheminots mais il n'est pas un dossier de cheminots car ses enjeux sont beaucoup plus larges. Et c'est la raison pour laquelle nous tenons ensemble cette conférence de presse, moi-même, Secrétaire Général de l'UNSA au niveau interprofessionnel, et Roger Dillenseger, Secrétaire Général de l'UNSA Ferroviaire.

Je conclurai cette brève introduction en redisant devant vous qu'aucune évolution, aucune transformation ne peuvent se faire avec efficacité si elles sont conçues hors, voire contre, les acteurs quotidiens du travail, ici singulièrement les salariés et agents de la SNCF qui sont dépositaires d'un professionnalisme incontournable et irremplaçable. La méthode pour y parvenir s'appelle le dialogue social, ses outils en sont la négociation et le compromis. C'est l'orientation de l'UNSA comme de l'UNSA Ferroviaire. Nous sommes face à un conflit profond dans lequel le gouvernement porte une très lourde responsabilité. S'il s'agit bien de traiter des conditions de l'ouverture du marché ferroviaire et pas d'autre chose, des voies de sortie négociées du conflit existent. Roger va les aborder.

Au gouvernement de démontrer en actes qu'il souhaite les emprunter.